**Financements européens pertinents pour la transition écologique et énergétique dans le Grand Est**

**Interreg A France-Wallonie-Vlaanderen**

****

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Domaines visés** | **Porteurs de projet éligibles\*** | **Type de partenariat\*** |
| Innovation et croissance, environnement, social, coopération (gouvernance) | Tout acteur public, privé ou associatif | Partenariat international obligatoire |
| **Typologie de projet\*** | **Forme de l’appui financier\*** | **Budget moyen des projets\*** |
| Projets innovants de coopération transfrontalière (développement d’infrastructures, d’outils, échanges transfrontaliers, etc.) | Subvention (remboursement de dépenses encourues) | 2 millions d’euros |
| **Mode de candidature principal\*** | **Taux d’aide\*** | **Durée des projets\*** |
| Procédure en deux étapes (par appels à projets) | 50% | Jusqu’à 4 ans |

\*Ces informations concernent le programme 2014 – 2020 mais devraient dans leur majorité rester valables dans le cadre du nouveau programme (2021 – 2027) - information à venir sur le [site du programme](https://www.interreg-fwvl.eu/fr/acteur-citoyen/les-news-du-programme).

Le programme INTERREG A vise avant tout à développer la coopération transfrontalière. Il peut donc financer tout type de projets participant à cet objectif général et plus précisément aux objectifs spécifiques présent dans le Programme opérationnel. Cela peut donc être des projets de construction d’infrastructures, d’études relatives à des thématiques transfrontalières diverses (mobilité, gestion de l’eau, biodiversité, adaptation au changement climatique, etc.), de développement d’outils d’aide à la décision, de formation et d’éducation, etc. Il peut financer des projets de quelques centaines de milliers d’euros mais également des projets d’envergure de plusieurs millions d’euros. Il est à noter que le programme présente des procédures administratives conséquentes, qu’il ne prévoit pas d’avance financière en début de projet et qu’il ne concerne pas le territoire de la Région Grand Est dans sa globalité (les territoires de l’ancienne Champagne-Ardenne seuls sont concernés).

* Domaines stratégiques pour le Grand Est touchés par le programme

Grâce à son positionnement géographique, le territoire du Grand Est a la particularité d’être couvert par 6 programmes INTERREG, chacun couvrant différents territoires. En l’occurrence le programme INTERREG A France-Wallonie-Vlaanderen concerne deux États-membres de l’Union européenne –la France et la Belgique – à travers cinq régions (anciennes régions pour la France) : le Nord-Pas de Calais, la Champagne-Ardenne et la Picardie en France ; la Wallonie et la Flandre en Belgique.

Ces programmes financent des projets sur des thématiques très variées, à la condition que ceux-ci soient transnationaux. Ce programme de financement a ainsi été pressenti pour de nombreux enjeux de transition sur le territoire du Grand Est. Voici un tableau réalisé à partir des informations disponibles à ce jour concernant le Programme opérationnel 2021-2027 qui compile les différentes opportunités offertes en termes de financement de projet au regard de ces enjeux :

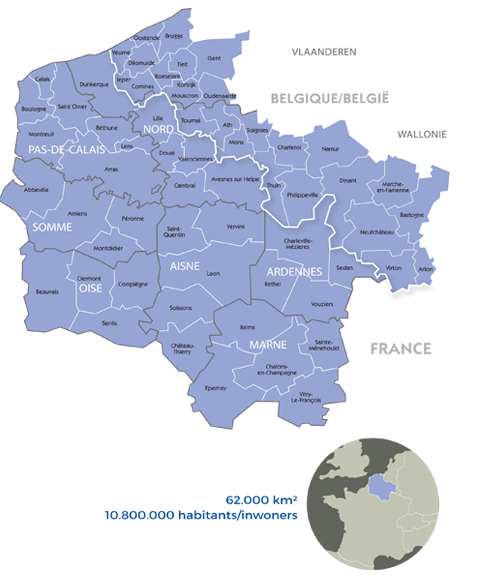
| **Les objectifs politiques** | **OS** | **Intitulé de l'objectif spécifique (OS)** | **Principaux domaines à enjeux concernés et exemples d’actions pour la Région Grand Est** |
| --- | --- | --- | --- |
| Europe verte | 3 | Promouvoir l’adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophes, la résilience en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes | **Adaptation au changement climatique et qualité de l’air :**   * adaptation des milieux naturels et leurs composants (eau, air, forêts, espèces, etc.) * gestion raisonnée des ressources en eau * gestion des risques liés à l’activité économique * favoriser la prévention et la gestion commune des catastrophes * gestion des risques liés aux phénomènes climatiques, naturels et environnementaux   **Agriculture et forêt :**   * adaptation des pratiques agricoles et sylvicoles au changement climatique et les échanges de bonnes pratiques et de connaissance sur ces enjeux |
| 4 | Promouvoir l’accès à l’eau et la gestion durable de l’eau | Eau :   * sensibilisation et réduction des pollutions à la source * gestion des risques liés aux sécheresses ou aux inondations * gestion qualitative et quantitative des cours d’eau transfrontaliers * inventaires transfrontaliers de la qualité de l’eau sur des nappes transfrontalières * techniques innovantes de traitement des eaux usées et de mesure de la qualité de l’eau. |
| 5 | Renforcer la protection de la nature, la biodiversité et réduire toute forme de pollution | **Biodiversité, eaux et milieux :**   * actions liées à la préservation des milieux naturels et aux espèces qui s’y trouvent (notamment aquatiques) * restauration des trames vertes et bleues * enjeu des espèces exotiques envahissantes   **Qualité de l’air :**   * amélioration de la qualité de l’air   **Agriculture et forêt :**   * réduction de l’utilisation de polluants, leurs émissions   **Sols et friches :**   * reconversion et réhabilitation des friches * dépollution des sols * étalement urbain et imperméabilisation des sols |
| 6\* | Promouvoir une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie nette zéro carbone | **Mobilité :**   * développement de l’offre transfrontalière en mobilité durable (des transports publics transfrontaliers, des solutions digitales, etc.) * amélioration des liaisons transfrontalières à faible impact environnemental (investissements dans des pistes cyclables, interconnexion entre les différents modes de transport, etc.) * développement de formes innovantes de mobilité durable (dynamiques liées à la mobilité lourde hydrogène sur les grands axes européens, reconversion de véhicules, etc.) * développer et améliorer les liaisons RTE-T transfrontalières à faible impact environnemental |
| Europe intelligente | 1 | Améliorer les capacités de RD&I ainsi que l’utilisation des technologies de pointe | Ces OS ne ciblent pas directement les enjeux de transitions écologiques et énergétiques mais la R&D, l’innovation, la numérisation et la coopération de manière générale. Cependant, ces activités peuvent tout de même grandement contribuer à l’atteinte des objectifs environnementaux de la Région Grand Est grâce aux solutions/approches innovantes qu’elles permettent de développer. |
| 2 | Renforcer la croissance et la compétitivité des PME |
| Europe sociale | 7 | Améliorer l’efficacité des marchés du travail et l’accès à un emploi de qualité par-delà les frontières | Cet OS pourrait répondre à un enjeu général de formation et de montée en compétences de la main d’œuvre sur des enjeux environnementaux. |
| 9 | Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l’inclusion sociale et l’innovation sociale | *[à compléter à partir de l’analyse du PO si pertinent]* |

\*OS encore en discussion

* Description du programme

**Attention :** en l’absence d’informations supplémentaires sur le programme INTERREG VI A France-Wallonie-Vlaanderen (2021-2027), cette partie de description du programme (présentation générale, types de projets éligibles, dispositions administratives et financières, exemples de projets et informations pratiques) porte sur le programme INTERREG V A France-Wallonie-Vlaanderen (2014-2020). Si grand nombre de ces informations resteront valables pour la nouvelle période, il faudra toutefois actualiser cette partie pour s’assurer de respecter les nouvelles règles du programme, applicables à partir du prochain appel à projet.

# Présentation générale

****Le programme européen INTERREG V A France-Wallonie-Vlaanderen (2014-2020) existe depuis 1989. Il a pour but de soutenir la coopération transfrontalière (INTERREG A) entre la France et la Belgique en attribuant des subventions à des projets de coopération transfrontalière répondant à la stratégie définie dans son Programme opérationnel (PO). Ce PO s’articulait entre 2014 et 2020 autour de 9 objectifs spécifiques, répartis entre quatre axes prioritaires et couvre plus précisément les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de l'Oise, de la Somme, des Ardennes et de la Marne en France, les provinces de Flandre occidentale et orientale en Flandre et les provinces du Hainaut, de Namur et du Luxembourg en Wallonie.

Son budget total pour la période 2014-2020 est de 283,2 millions d’euros avec un cofinancement du Fonds européen de développement régional (FEDER) à hauteur de 169,9 millions d’euros. Cette contribution vient donc compléter des financements issus des projets (contreparties nationales). L’autorité de gestion de ce programme est la Wallonie. Elle assure la gestion administrative, technique et financière du programme, assistée par le Secrétariat conjoint pour l’instruction des dossiers et le soutien aux porteurs de projet dans la mise en œuvre de leur projet. Une Équipe technique répartie sur le territoire en cinq antennes accompagne également les porteurs de projet lors de la phase de montage et de gestion du projet (voir partie « Informations pratique » pour plus d’informations sur les points de contact en région Grand Est). Enfin, le Comité de suivi et le Comité de pilotage sont les instances de décision du programme, chargées de la stratégie et de la décision d’octroi des financements/de modifications majeures de projets.

# Types de projets éligibles

## Les projets « classiques »

* + Volume budgétaire par projet : de quelques centaines de milliers à plusieurs millions d’euros. Pour la période 2014-2020, le budget total moyen des projets financés (hors microprojets) était de 2 millions d’euros.
  + Durée des projets : les projets durent au maximum **4 ans.**
  + Cadre temporel : il n’est plus possible de déposer des projets au titre du programme INTERREG V France-Wallonie-Vlaanderen. Le prochain appel à projets dans le cadre du programme INTERREG VI devrait être publié fin 2021/début 2022.
  + Types d’actions financées :
    - Les actions de réalisation : il s’agit du cœur du projet, des actions qui vous permettront d’atteindre vos objectifs. En fonction de la nature du projet, elles pourront consister par exemple à réaliser des études, des tests, des actions de démonstration, de formations ou encore à construire des infrastructures. Elles devront être structurées en modules de travail, eux-mêmes décomposés en activités.
    - La gestion du projet : c’est le temps passé sur la gestion administrative et financière du projet (notamment le reporting) et la coordination du partenariat.
    - La communication : ce sont les actions obligatoires de communication à propos du projet. Une attention particulière devra être apportée à bien respecter les règles en matière de publicité sur le Programme.
  + Coûts éligibles :
    - **Frais de personnel**
    - Frais de bureau et frais administratifs (taux forfaitaire correspondant à 12,5% des coûts salariaux)
    - Frais de déplacement et d’hébergement
    - Services et expertises externes
    - Les équipements
    - Les travaux et infrastructures
    - Les coûts de validation liés à la certification des dépenses par le contrôleur de 1er niveau (taux forfaitaire de 2,5% du budget total hors-recettes)
  + But principal du projet : les projets doivent être des **projets innovants permettant le développement de la coopération transfrontalière dans l’espace du programme** par la mise en œuvre des objectifs spécifiques fixés dans le Programme opérationnel. Une attention particulière est accordée à la mesure des résultats du projet et à leur adéquation avec les indicateurs de résultat et de réalisation qualitatifs et quantitatifs définis pour chaque objectif du programme (principe d’orientation vers les résultats).
  + Règles particulières à signaler :
    - Pour les investissements lourds, la part FEDER ne peut dépasser 500 000€ par module de travail/opérateur.
    - L’achat de terrain non bâti et de biens immeubles est possible si lié aux objectifs du projet mais le montant éligible de la transaction ne doit pas dépasser 10% des dépenses totales éligibles du projet (ce plafond monte à 15% pour les sites abandonnés et anciens sites industriels avec bâtiments).

## Partenariat :

* + Un **partenariat transnational obligatoire** comprenant au moins un opérateur de chaque pays
  + Une exception : une institution transfrontalière mise en place par les autorités/institutions des deux pays du programme peut être porteur unique du projet.
  + Trois types de partenaire :
    - L’opérateur chef de file : assure le leadership du projet et coordonne la gestion administrative et financière du projet.
    - L’opérateur partenaire : participe aux modules d’activités et supporte directement les dépenses qui en découlent ; apporte une réelle valeur ajoutée au développement des actions.
    - L’opérateur associé : contribue à la mise en œuvre du projet sans obtenir de financement du programme ; ne peut pas être sous-traitant/prestataire.

***Les microprojets***

Dans le cadre de ce programme, pour les objectifs programme 4 à 9, il est également possible de faire financer des microprojets pour lesquels le budget n’excède pas 30 000€ (mais ceux-ci sont cofinancés à 100% par le FEDER). Ces projets doivent viser à :

* + - à renforcer la vie associative par des initiatives transfrontalières
    - à soutenir les nouvelles collaborations et permettre l’acquisition d’expérience en matière de collaboration transfrontalière
    - à renforcer l’identité commune, contribuer à la citoyenneté transfrontalière et l’implication dans la région transfrontalière
    - à intensifier les contacts grâce à des échanges et l’accroissement de la mobilité de la population
    - à stimuler les activités sociales transfrontalières

Leur durée maximale est de 18 mois et les principes, critères et procédures de sélection diffèrent. Toutes les informations relatives à ce dispositif sont accessibles sur le [site du programme](https://www.interreg-fwvl.eu/fr/repertoire/micro-projets) et dans le [manuel du microprojet](https://www.interreg-fwvl.eu/sites/default/files/doc/guide_operateur_micro-projets_version_25.11.2019_-_fr.pdf).

***Les portefeuilles de projet***

Dans le cadre de ce programme, il est également possible de faire financer des grappes de projets, portant sur différents domaines et thèmes, avec un objectif commun de développement socio-économique d’un territoire en particulier (portefeuille territorial), ou d’une filière transfrontalière (portefeuille thématique). Deux principes guident ces portefeuilles de projets : intégration et structuration du territoire, transversalité des actions.

Le portefeuille territorial : plusieurs projets identifiés sur la base d’une démarche politique locale intégrée sur un territoire, à partir de l’analyse de ses potentialités. Ces projets doivent s’inscrire dans au moins deux objectifs programmes différents.

Le portefeuille thématique : plusieurs projets qui s’articulent autour d’une thématique commune, notamment autour de filières économiques identifiées dans le programme de coopération.

Quelques caractéristiques des portefeuilles de projets :

* Un projet pilote en charge de la coordination transversale, de la communication générale et composé au maximum d’un opérateur par versant couvert (France, Wallonie, Flandres), ou d’une structure transfrontalière unique
* Chaque projet conserve son autonomie pour le suivi physique et financier
* Des synergies/liens doivent exister entre les projets
* Les projets peuvent différer dans le temps (avec des dates de début et de fin différentes)
* Les projets sont financés à 55% par le FEDER
* Les processus de dépôt en ligne sont différents

## Procédure de sélection :

* + La sélection des projets se fait par appels à projets, en ligne, en deux étapes (un formulaire simplifié « le pré-projet » puis le formulaire complet).
  + Des formulaires spéciaux sont disponibles pour les portefeuilles de projet
  + Les critères de recevabilité des formulaires pour les deux étapes :
    - Pré-projet déposé en ligne dans les temps dans le cadre d’un appel à projets
    - Formulaire de candidature complet
    - Partenariat transfrontalier répondant aux exigences
    - Opérateurs éligibles au programme
    - **Traduction intégrale en français et en néerlandais avec le même niveau d’information**
    - Pour les portefeuilles de projets : au minimum trois projets en plus du projet pilote
    - Pour les portefeuilles de projets territoriaux : au moins deux objectifs du programme sélectionnés
  + Critères d’évaluation des pré-projets :
    - Contribution du projet aux objectifs et résultats du programme
    - Plus-value transfrontalière
    - Pertinence du partenariat
    - Zone géographique
    - Qualité́ du budget
  + Critères d’évaluation des pré-portefeuilles de projets :
    - Évaluation du portefeuille de projets dans son ensemble qui repose sur trois critères :
      * Contribution du portefeuille aux objectifs et résultats du programme
      * Constats justifiant de la pertinence du portefeuille
      * Plus-value du recours à l’outil « portefeuille » et plus-value transfrontalière
    - Évaluation du projet-pilote qui repose sur trois critères :
      * Pertinence des actions et des résultats envisages
      * Pertinence du partenariat ou légitimité́ de l’opérateur chef de file
      * Qualité́ du budget
    - Évaluation des projets constitutifs du portefeuille qui repose sur six critères :
      * Contribution du projet aux objectifs et résultats du programme
      * Contribution du projet à la plus-value du portefeuille
      * Plus-value transfrontalière du projet
      * Pertinence du partenariat
      * Zone géographique
      * Qualité́ du budget.
* Les pré́-projets peuvent faire l’objet d’avis favorables assortis de remarques et de recommandations à prendre en compte au moment de l’élaboration du projet.

# Dispositions administratives et financières

* Le **taux de cofinancement des projets par le FEDER est au maximum de 50%.**
* Le programme Interreg fonctionne en grande partie par **remboursement des dépenses acquittées et contrôlées** à partir de déclaration de dépenses (sur une base semestrielle).
* Pour le suivi du projet : un comité d’accompagnement chargé de l’encadrement du projet se réunit deux fois par an, au moment de la présentation des rapports semestriels par le bénéficiaire chef de file.
* Les opérateurs ont l’obligation de conserver tous documents, factures, justificatifs liés à la réalisation du projet dont ils sont partenaires jusqu’au 31 décembre 2030
* **Les projets peuvent être modifiés** durant leur période de réalisation. Toutes les demandes de modifications doivent être introduites dans l’application de gestion du programme et inscrites à l’ordre du jour du Comité d’accompagnement. Deux cas de figures :
  + - En cas de modification mineure (transfert entre postes budgétaires, prolongation du projet, changement du plan de financement hors FEDER, modification du statut d’un opérateur), le Comité d’accompagnement peut valider les modifications.
    - Pour les modifications majeures, la validation par le Comité de pilotage du programme est nécessaire, sur proposition motivée du Comité d’accompagnement.
* Achats/passations de marché : les règles communautaires et nationales relatives à la commande publique s’appliquent dans le cadre du Programme pour tout achat de biens ou de services. Chaque bénéficiaire est donc tenu de vérifier les règles auxquelles il est soumis et de les appliquer en conséquence. Dans tous les cas les bénéficiaires devront respecter les principes fondamentaux régissant la commande publique :
  + - Liberté d’accès aux marchés publics
    - Egalité de traitement des candidatures
    - Transparence des procédures
    - Principe d’économie et de proportionnalité

*NB : pour tout marché d’un montant supérieur à 8 500€ des règles spécifiques s’appliquent pour les partenaires wallons (voir guide du programme p.92 et 93).*

* Génération de recettes : si le projet génère des recettes, cela est à prendre en compte au moment du montage dans le plan de financement car cela peut venir réduire la subvention[[1]](#footnote-1).
  + Questions relatives aux aides d’État :
    - Si l’aide Interreg remplit de manière cumulative les 5 critères suivants, elle est qualifiée « d’aide d’Etat » et une procédure de mise en conformité est nécessaire : (1) cofinancement alloué à une entreprise[[2]](#footnote-2), (2) constituant une aide sélective, (3) d’origine publique, (4) permettant de conférer à l’entreprise un avantage concurrentiel direct ou indirect, et (5) affectant les échanges entre États membres.
    - Dans ce cas, il y a **plusieurs solutions pouvant nécessiter une restructuration du projet/budget** :
      * Mise en conformité sur la base du Règlement Général d’Exemption par Catégories (RGEC) ou d’un autre régime cadre exempté de notification.
      * Le cofinancement FEDER peut être déclaré en tant qu’aide « de minimis » sous conditions.
    - Cette analyse étant à réaliser **pour chaque bénéficiaire du projet**.

# Exemples de projet

**Exemple de projet n°1 :**

Porteur de projet : Université Reims Champagne Ardenne (URCA)

Titre : DIADEM - Développement d'une approche intégrée pour le diagnostic de la qualité des eaux de la Meuse

[Site web](https://www.interregdiadem.eu/), [contact 1](mailto:alain.geffard@univ-reims.fr) (Alain GEFFARD) et [contact 2](mailto:patrick.kestemont@unamur.be) (Patrick KESTEMONT)

Dates : du 01/01/2017 au 31/12/2020 Subvention UE : 1 163 020€

L’objectif de ce projet est de mutualiser les connaissances et les savoir-faire relatifs à la surveillance de la qualité des eaux de la Meuse en vue de déployer des solutions applicables sur la zone de coopération et ainsi de développer une réelle continuité transfrontalière.

**Exemple de projet n°2 :**

Porteur de projet : Ville de Comines-Warneton / Stad Komen-Waasten

Titre : LINBATYS - Lutte contre les inondations dans le bassin transfrontalier de la lys

[Site web](https://www.linbatys.eu/) et [contact](mailto:info@linbatys.eu) (Emmanuel DUBUC)

Dates : du 01/10/2016 au 31/12/2022 Subvention UE : 1 609 616€

Le projet a pour objectif de coordonner l’action de certains territoires du bassin transfrontalier de la Lys afin de mieux gérer collectivement les risques liés aux inondations (aggravés en raison du réchauffement climatique). Il propose notamment un certain nombre d’aménagements hydrauliques avec plus-value écologique et des actions de sensibilisation des populations à ces risques.

# Informations pratiques

* En Région Grand Est, l’antenne de l’équipe technique est celle de Charleville-Mézières. Voici ses coordonnées :
  + - Nom : Lucie MAUREL
    - Téléphone : +33(0)3.26.70.74.33
    - Mail : [lucie.maurel@grandest.fr](mailto:lucie.maurel@grandest.fr)
    - Adresse : Maison de la Région Grand Est - Charleville-Mézières/Verdun

Avenue Georges Corneau, 22 - CS 10772

* La soumission de nouveaux projets dans le cadre d’INTERREG VI France-Wallonie-Flandres (2021-2027) débutera à partir de fin 2021/début 2022 mais il est d’ores et déjà possible de contacter l’équipe technique du programme pour obtenir plus d’informations sur le futur programme.

1. La suppression de cette règle fait partie des mesures de simplification pour la période 2021-2027. [↑](#footnote-ref-1)
2. Il est à noter que l’Union européenne a une acception très large de la notion d’« entreprise ». Des associations, des sociétés publiques ou des fondations peuvent être des « entreprises » au sens de l’UE lorsque le projet visé relève d’une activité concurrentielle. [↑](#footnote-ref-2)